

PARTIS DE GAUCHE ET RÉFLEXION ÉCONOMIQUE

Le marché, sinon rien ?

Raymond Klein

Les programmes électoraux sont marqués par la conception que chaque parti se fait de l'économie. Entre libéralisme de marché, accentuation du soubassement écologique et théories alternatives, les choix ne manquent pas à gauche.

L'économie est une science exacte, et les politiciens sont des ingénieurs qui doivent l'appliquer en oeuvrant pour le plus grand bien-être de leurs électeurs. Ce raccourci des rapports entre économie et politique semble se confirmer en cette période préélectorale, où l'on assiste à une surenchère en matière de compétence et d'inventivité économique de la part des candidat-e-s. La plupart des partis progressistes semblent souscrire à cette idée d'un univers économique gouverné par des lois aussi immuables que les lois physiques. Et ce malgré la grande crise que nous traversons - et qui fait ressembler les « savants » et les « ingénieurs » de cette science à des apprentis sorciers.

Au centre de cette vision mainstream de l'économie - marquée par l'idéologie libérale, diront ses critiques - se trouve le paradigme de l'homo oeconomicus. Il s'agit de l'extrapolation de la théorie du fondateur de la science économique, Adam Smith : les acteurs économiques sont rationnels et agissent pour maximiser leur intérêt, et une « main invisible » fait que cela optimise le bien de tous, à condition de laisser fonctionner le marché librement. Cette idée, initialement conçue pour décrire le compor-

tement « du boucher, du brasseur et du boulanger », a été étendue à la finance - où elle doit assurer l'allocation optimale du capital - et aux citoyens, qui sont supposés gérer leur vie comme un « business model ». Ramener l'ensemble des relations humaines à des échanges marchands permettrait de régler la vie en société pour le plus grand bien de tous.

Homo oeconomicus, homo oecologicus

Le débat autour de la qualité et du prix de l'eau illustre l'adoption de ce paradigme par les écologistes et le parti vert. Lors de la transposition de la directive européenne sur l'eau, ces mouvements ont cru que le renchérissement de l'eau permettrait de résoudre le problème de l'absence de politique en matière de protection de l'eau et d'amélioration des réseaux d'eau potable et d'eaux usées. Conformément à la théorie économique, en faisant payer le « prix véritable » du litre d'eau, la « main invisible » punirait le gaspillage et favoriserait les investissements nécessaires pour améliorer la qualité de l'eau. Or, pour des raisons que le woxx a détaillées par le passé, il n'en a rien été. Qu'aujourd'hui le discours officiel en la matière est qu'il ne faut plus parler du prix, mais qu'il convient de se concentrer sur la protection de l'eau, pourrait faire sourire - si on n'avait en tête que dix ans ont été perdus en matière de politique de l'eau.

Que le parti vert et le parti socialiste - ce dernier avait tacitement endossé le discours gouvernemental - aient changé d'avis sur ce point ne veut pas dire qu'ils aient abandonné le paradigme de l'homo oeconomicus. S'en remettre aux mécanismes du marché plutôt que de prendre des décisions politiques, miser sur la rationalité individuelle des consommateurs plutôt que sur la rationalité collective des citoyens, demeure un choix attrayant. Du côté des écologistes et du parti vert, les tenants d'une modération de la croissance et de la consommation insistent souvent plus sur la sobriété au niveau individuel que sur des restrictions adoptées collectivement. Notons tout de même que dans le programme des Verts, il est aussi prévu d'« engager un large débat de société afin de décider ensemble de nos modes de consommation et de nos objectifs sociétaux ».

Rien de tel du côté du parti pirate, qui se plaît à reprocher aux Verts de vouloir prescrire aux gens comment ils doivent vivre. Partant de la problématique de la surveillance étatique - un des sujets à l'origine de ce mouvement - ils appliquent le principe de la non-immixtion dans tous les domaines. Cela les conduit à renouer avec le libéralisme politique des origines - restreindre autant que possible le rôle de l'Etat. C'est parfois rafraîchissant, mais souvent simpliste et agaçant.

Pourtant, à côté de l'utopie libérale, le mouvement pirate est aussi porteur d'une utopie socialiste : l'ex-

périence du partage gratuit de biens culturels, la pratique de collaborer autour de projets « open source » et même une certaine indifférence envers la propriété matérielle dans la culture des hackers. Concernant le marché, au lieu de glorifier la liberté des « capitaines » d'entreprises, les pirates, familiarisés avec le problème des grands monopoles sur le web ou dans les logiciels, pourraient opter pour le principe d'une intervention étatique afin d'affaiblir les trop-puissants et d'aider les humbles...

Vive l'entrepreneuriat !

Déi Lénk et le parti communiste, au contraire, font parfois preuve d'une confiance aveugle dans la vertu de la gestion étatique. Certes, on peut difficilement reprocher à ces deux partis de poursuivre un autre modèle de société - explicitement anti-marché côté KP. Mais les mots d'ordre sur des questions concrètes, notamment du côté de Déi Lénk, indiquent qu'ils ont du mal à porter un regard lucide sur l'économie de marché. Ainsi, face aux processus complexes des restructurations économiques, il leur arrive de demander d'interdire les licenciements dans les entreprises bénéficiaires, voire de nationaliser... la brasserie de Diekirch.

Au centre des théories économiques libérales, à côté de l'homo oeconomicus, il y a l'entrepreneur. Il est supposé être celui par qui arrivent l'innovation, la création de richesses, la croissance. Or, de nombreux théo-

La révolution, comme en 1917 ?
 Au vu des programmes économiques
 de la gauche, le capitalisme
 peut dormir tranquille.

riciens économiques insistent sur la multiplicité des formes de création de richesse et l'importance de facteurs comme la force de travail et le contexte social. Pourtant, le mainstream politique luxembourgeois s'en tient au point de vue orthodoxe que « ce sont les entreprises privées qui créent des emplois et qui doivent générer des revenus avant que l'Etat ne puisse les redistribuer ».

Dans cet ordre d'idées, le LSAP promet de soutenir l'entrepreneuriat, et les Verts mettent même en avant trois candidates entrepreneuses. Il est vrai que ces dernières ont, chacune de son côté, démontré la compatibilité entre économie et écologie, un point important pour un parti vert en train de s'établir comme quatrième « grand parti ». Mais on a l'impression que le parti fait de ce type de PME le fer de lance du passage à une économie verte, alors que son programme n'évoque qu'en marge les possibilités offertes par le tiers secteur et ne mentionne même pas des initiatives comme les Transition Town. Quant au LSAP, son programme évoque l'économie sociale et solidaire comme « un pilier important » de l'économie - tellement important qu'on a oublié d'en parler lors de la conférence de presse sur la croissance et l'emploi.

Le tiers secteur - entre les entreprises privées et les activités économiques publiques - est souvent assimilé à des initiatives de réinsertion par le travail comme le fameux « Objectif plein emploi ». Or, il est consti-

tué de nombreux autres acteurs - y compris des sociétés coopératives comme le woxx - actifs dans de nombreux secteurs. Surtout, comme l'explique un dossier du magazine Alternatives économiques, l'existence de ce secteur rappelle que « l'entreprise privée capitaliste n'est pas l'unique forme d'organisation apte à produire efficacement des biens et des services, et que l'enrichissement personnel n'est pas le seul motif qui peut donner envie d'entreprendre ».

Le rouge et le vert

L'Etat doit-il être un acteur économique ? « Oui, mais », répondent le LSAP et Déi Gréng, qui envisagent notamment la construction de logements par le secteur public. L'un prévoit également un « plan Marshall » d'investissements dans des « secteurs d'avenir », tandis que l'autre souhaite créer des postes pour combattre le chômage des jeunes. Pourtant, les deux sont soucieux de limiter les déficits publics et acceptent de ce fait que le capital privé reste l'acteur économique dominant. Le parti Déi Lénk va plus loin et demande la « construction en masse de logements sociaux et écologiques », des « plans publics d'emploi », le maintien du contrôle public sur le secteur aéronautique et évoque même une « socialisation » de la sidérurgie.

Concernant la finance, Déi Lénk demande la mise en place d'un « pôle de financement public », sorte de super-banque sous contrôle



ILLUSTRATION: MAGAZINE BEZBOZHNIK, 1931

de l'Etat. Une revendication somme toute modérée : dans la mesure où le capitalisme financier est à l'origine de la crise actuelle, on pourrait être tenté de demander son abolition complète... Mais du côté du LSAP, la première réponse à la crise est... la diversification de l'économie. Les francophones croiront même que les socialistes n'ont aucune rancune contre les financiers, car ce n'est que dans la version en allemand qu'on trouve l'exigence d'« une place propre, non basée sur des niches, contre la spéculation ». Omission involontaire ou ciblée ? Les Verts souhaitent même « juguler les marchés financiers », mais voudraient néanmoins faire de la place luxembourgeoise le centre du « financement de la restructuration vers une économie européenne verte ».

Le « revenu universel » (Grundeinkommen), sujet intensément débattu au sein de la société civile, n'est en fin de compte revendiqué que par le PID et les pirates - chez ces derniers, il ne s'agit en fait que d'un impôt négatif déguisé. Déi Lénk promet de « mener la discussion » à ce sujet, tandis

que Déi Gréng en a discuté mais l'a rejeté. Enfin, la crise écologique occupe une place de choix dans le programme des Verts, et doit être contre-carrée par une « économie de marché écologique et sociale » menant à une « prospérité équitable ». On notera que le volet social de ce projet est peu détaillé, et que les Verts ne vont pas jusqu'à demander une décroissance de l'économie. Le LSAP, qui a longtemps cultivé de bonnes relations avec le Mouvement écologique, a désormais relégué la politique environnementale au second plan. Déi Lénk par contre consacre un long chapitre à la « planification socio-écologique », idée reprise du Parti de gauche français. Il reste que ce chapitre est un peu isolé, et que les questions écologiques - et de freinage de la consommation - sont peu reliées aux revendications sociales qui, classiquement, demandent « toujours plus ».